

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
19 octobre 1976

No 548

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Cables de Lyon SEP, Sanders, Bourgogne-électronique

Contre la répression Unissons nos forces

Le mois dernier, après une longue procédure qui faisait suite à la grève de l'été 1979, le ministre du Travail, Beullac, licenciat Jean-Louis Raboutet, secrétaire de la section syndicale CGT des Câbles de Lyon de Clichy A. A peine installé dans son fauteuil, le nouveau ministre du Travail est ainsi en passe de battre le record de son prédécesseur Durafour.

C'est en effet en octobre et novembre qu'il doit rendre sa réponse sur les licenciements de 8 délégués CFDT à Bourgogne électronique (Dijon), de 3 délégués CFDT à la SEP (Bordeaux), de 2 autres délégués immigrés des Câbles de Lyon, d'un délégué CGT de Sanders (Juvisy) et on peut rajouter les cas de Peugeot cycles, de Claudel Nestlé, de Michelin, de Poclair, de Simax...

L'intention du pouvoir et du patronat est claire, c'est la chasse aux sorcières pour décapiter des sections syndicales qui ont mené des grèves classe contre classe, pour tenter d'isoler des dirigeants ouvriers et l'espoir révolutionnaire qu'ils représentent de leurs camarades de travail, c'est enfin pour intimider et frapper plus massivement tous les ouvriers qui combattent aujourd'hui contre les licenciements et la crise capitaliste.

Cet élargissement de la répression dans les entreprises, c'est le signe des difficultés réelles et des craintes des patrons devant un essor et un durcissement des luttes de la classe ouvrière. Ils sont de plus en plus nombreux les travailleurs qui rejettent dans la pratique les règles du jeu de la collaboration de classe. Les dirigeants corrompus de la CGT et de la CFDT respectueux de l'ordre établi, de la légalité, partisans de la négociation à froid pour réclamer ce qui est tolérable par la bourgeoisie, s'avèrent de plus en plus incapables de faire accepter à leurs militants de se mettre à genoux pour ramasser les miettes du festin des exploités. Les travailleurs ne sont pas des moutons résignés à la remorque de l'union de la «gauche» ou des Séguy et

Maire, et ils le seront de moins en moins. Voilà la raison essentielle de la recrudescence de la répression contre des ouvriers conscients et des militants syndicalistes et révolutionnaires pour fait de grève.

Voilà de bonnes raisons pour poursuivre l'action contre les conséquences de la crise et contre les solutions bourgeoises du Programme commun car les attaques de l'ennemi prouvent que les coups lui font mal. Mais une condition indispensable au développement de cette lutte, c'est de riposter avec le plus de rigueur et le plus massivement possible à la répression.

Soutenir et défendre, arracher aux griffes de nos exploités ceux qui sont frappés, c'est indispensable, pour garder confiance et contrecarrer les projets de division et d'écrasement de nos luttes.

Osons redresser la tête et combattre malgré les coups reçus et à coup sûr nous remporterons la victoire car nous n'avons rien à perdre que nos chaînes d'exploités. Nous le proclamons bien fort, ce que nous voulons, c'est en finir avec ce régime qui ramène sans cesse la guerre, le chômage et la misère. Nous savons bien que notre seule force dans ce combat difficile, est

encore long, c'est notre unité de classe avec tous les exploités. Après les travailleurs de Tréfinmétaux qui, par une action coordonnée dans toutes les usines du groupe, ont fait retirer la plainte pour séquestration contre 12 ouvrières, les travailleurs des Câbles de Lyon, de la SEP, de Bourgogne électronique et de Sanders nous montrent la voie en engageant une lutte commune contre la répression qui frappe des travailleurs combattifs.

Leur manifestation de mercredi est un premier pas dans ce sens. Nous ferons tout pour en assurer le succès

MERCREDI 20 OCTOBRE

à l'appel des sections CFDT de la Société
européenne de propulsion-Bordeaux, CGT des
Câbles de Lyon-Clichy A, CGT Sanders-Juvisy

**Rassemblement de protestation
contre la répression**

à 13h30 devant les Câbles de Lyon
à 15 heures au ministère du Travail (rue de Grenelle)

Un clin d'œil à Mitterrand

Au cours d'une de ses innombrables interviews à la radio sur sa charte de «démocratie libérale avancée», Giscard, conformément à sa tactique de charme envers le Parti socialiste, a lancé un clin d'œil appuyé à Mitterrand. Il a notamment déclaré que «Pour la France, une alternance avec une social-démocratie pourrait être envisagée». Il s'est également fait l'apôtre d'une «plus large place donnée à la diffusion des responsabilités». Favorablement impressionné par l'entretien récent de Mitterrand avec ses pairs du patronat français, Giscard s'est fait élogieux : «la social-démo-

cratie ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production, elle ne remet pas en cause le pluralisme économique» et il a discrètement déploré que «la social-démocratie ne soit pas proposée en France. C'est d'ailleurs à mon avis la grande erreur historique de certains membres de l'opposition... s'il y avait une proposition social-démocrate en France, elle aurait, contrairement à ce que l'on croit, probablement beaucoup plus d'intérêt et beaucoup plus de support que la proposition du Programme commun».

Voilà un appel du pied extrêmement net. Mitter-

rand aura tout loisir d'y réfléchir dans l'avion qui l'emmène en Israël cette semaine.

Quant à Marchais, qu'une pareille offensive doit faire enrager, Giscard a quand même eu un mot gentil pour lui aussi : «Je ne souhaite en aucune manière la disparition du PCF et ne propose en aucune façon son interdiction. La France est et restera un pays pluraliste, c'est-à-dire un pays dans lequel les différentes pensées ou projets politiques peuvent s'exprimer... A condition qu'ils visent au maintien du système capitaliste, bien entendu !

Liban

Résultats positifs de la Conférence de Ryad

Un optimisme prudent semble prévaloir à Ryad, capitale de l'Arabie saoudite où se sont réunis ce week-end — et en soi l'événement est déjà un progrès — les chefs d'État d'Arabie saoudite, d'Égypte, du Koweït, du Liban, de la Syrie et le chef de l'OLP, Yasser Arafat.

Un geste positif avait été décidé la veille par le président syrien ordonnant à ses troupes un cessez-le-feu sur tout le territoire libanais. Ce geste a permis le rapprochement entre la Syrie et l'Égypte, important pour l'avenir.

Sur la base d'un document commun égypto-libano-palestinien, un document de travail unique pour le «mini-sommet» de Ryad, devait être élaboré dimanche soir.

Il comprendrait notamment les chapitres suivants : arrêt des combats ; retrait simultané et progressif des forces militaires en présence ; réouverture de l'autoroute Beyrouth-Damas ; transformation des «casques verts» arabes en force de dissuasion capable de séparer les belligérants et de circonscrire toute violation du cessez-le-feu ; engagement par l'OLP de respecter rigoureusement l'accord libano-palestinien conclu au Caire en 1969 qui régit la présence et les activités politiques et militaires des Palestiniens au Liban.

Dans ces conditions, le 8e sommet arabe pourrait se tenir jeudi prochain au Caire avec de bonnes chances de parvenir enfin à un règlement positif de la crise libanaise.

Paris

Discrète expulsion d'un espion russe

Un ressortissant soviétique, Michail Soloviev, pris en flagrant délit d'espionnage industriel à Paris, a été expulsé discrètement la semaine dernière.

Membre d'une commission d'achat soviétique, Soloviev, qui s'était installé à Paris, dans le 16e arrondissement, avait contacté courant septembre le dessinateur d'une entreprise industrielle parisienne chargée de la fabrication d'un moteur d'avion de type nouveau. Après plusieurs semaines de tractations, le dessinateur, qui avait alerté les services du contre-espionnage français, accepta de livrer à Soloviev les plans du moteur. Rendez-vous fut alors pris le 12 octobre dernier à 20 h, sous le porche de l'église Notre-Dame de la gare, dans le 13e arrondissement. Pour la circonstance, Soloviev s'était affublé d'une perruque et de lunettes. Dès qu'il se saisit des plans, il fut appréhendé par des enquêteurs de la Direction de la surveillance du territoire. Conduit dans les locaux du service du contre-espionnage, il se refusait à toute déclaration.

Sous le coup d'un arrêté d'expulsion du ministère de l'Intérieur, il était placé dès le lendemain dans un avion à destination de Moscou.

Le gouvernement s'est bien gardé d'ébruiter cette affaire comme toutes celles du même genre qui l'ont précédée, de peur d'indisposer Moscou, et la grande presse à sa botte s'est empressée d'étouffer l'affaire. Comment pourrait-il en être autrement puisque, au même moment, une délégation de superespions militaires russes débarquaient en France, officiellement invitée par Giscard d'Estaing. Il s'agit d'une délégation de haut niveau de l'état-major soviétique qui pourra étudier tout à loisir nombre d'installations militaires françaises. Elle prépare sans doute également le terrain à la venue du chef de file du social-impérialisme soviétique, annoncée pour dans peu de temps. Nous ne devons pas permettre à ce fauteur de guerre de poser le pied sur notre sol et s'il insiste, la classe ouvrière et le peuple de France sauront lui réserver l'accueil qu'il mérite.

Giscard en Pologne **SOURIRE A LA «DETENTE», SILENCE SUR LA REPRESSION**

C'est officiellement une visite privée, motivée par une partie de chasse, que Giscard vient d'accomplir en Pologne. Mais on sait quand même qu'il a eu deux jours d'entretien très secrets avec Gierek. Ces entretiens qui se déroulaient fort symboliquement à moins de quatre kilomètres de la frontière soviétique, ont beaucoup porté sur la fameuse «détente» si chère au chef du Kremlin.

Les deux chefs d'État y ont évoqué les «succès» de la conférence d'Helsinki et abordé la question de la préparation de la conférence internationale de Belgrade en 1977 qui doit prolonger cette vaste mystification

d'initiative soviétique.

Les quotidiens de Varsovie ne tarissent pas d'éloges ces jours-ci sur la coopération franco-polonaise, «exemple de coopération entre pays à système politique différent». Pas si différent que ça sans doute puisque l'hebdomadaire «Polityka», organe du Comité central du parti révisionniste polonais, reproduit sous le titre : «La spontanéité de Gavrache et le charme de Marianne», d'amples extraits du livre de Giscard qu'il considère comme «l'événement de la saison»... Rien que ça ! Ces louanges sont bien sûr intéressées : la Pologne ne cache pas l'intérêt qu'elle porte à la coopération économique avec la France qui lui permet

de desserrer un peu l'étouffement de la dépendance absolue vis-à-vis de Moscou. Une publication économique officielle de Varsovie vient par exemple de plaider pour la création d'une «banque européenne pour le développement» qui associerait pays de l'Ouest et de l'Est pour financer de grands travaux communs, tels la «route de l'ambre», une autoroute reliant la Baltique au Bosphore.

Quant à Giscard, si soucieux des «libertés», on peut penser qu'il n'a pas jugé bon de soulever cette question avec son collègue polonais.

Pourtant de nouvelles et lourdes condamnations trap-

pant les ouvriers insurgés de Radom viennent d'avoir lieu ces jours-ci. Le chiffre des personnes condamnées jusqu'ici à Radom s'élèverait à 75 dont 44 se seraient vues infliger une peine supérieure à deux ans de prison. C'est ainsi que Mme Zofia Sadowska, âgée de 40 ans, mère de trois enfants, a été condamnée vendredi à 30 mois de «liberté surveillée» pour avoir pris part, au cours des manifestations de juin dernier, à l'incendie de la «Maison du parti» de Radom. Son mari avait déjà été condamné à cinq ans de prison pour les mêmes faits. Un nouveau procès s'est ouvert en Pologne le jour-même de l'arrivée de Giscard.

Les investissements étrangers aux USA

Un phénomène nouveau dans les transferts de capitaux entre pays capitalistes a pris de l'importance dans la dernière décennie : ce sont les investissements étrangers aux USA. Or ceux-ci proviennent des pays qui, jusqu'ici, avaient constitué un terrain privilégié pour l'expansion des multinationales

privées dans leur propre pays du fait des réglementations gouvernementales, de la combativité ouvrière et, dans le cas de l'Italie et de la France, du fait de la poussée de la «gauche».

Les dimensions ont déjà atteint un niveau important : 25 milliards de dollars en 1975. Surtout elles gardent depuis quelques années un taux d'accroissement de 15 à 20 %.

En 1976, c'est Volvo qui investit 100 millions de dollars dans une usine de montage de Virginie ; c'est Michelin qui construit une usine de pneumatiques en Caroline du Sud pour la bagatelle de 300 millions de dollars. D'autres multinationales d'origine européenne peuvent être citées : Rhône-Poulenc pour la France, Sandvik pour la Suède, Montecatini-Edison pour l'Italie, ICI («Imperial Chemical Industries»), Hanson Trust pour la Grande-Bretagne. Le Canada même n'est pas absent : Canadian Pacific Ltd s'implante aux USA, non seulement dans les secteurs de l'acier et du pétrole sous-marin, mais même dans les chaînes d'hôtels.

LES MOTIVATIONS

La seule volonté d'étendre les marchés n'est pas suffisante pour expliquer les implantations aux USA.

Quand on demande par exemple aux directeurs de l'ICI britannique pourquoi ils viennent d'engager 70 millions de dollars dans une usine de fabrication d'herbicides, près de Houston, ils expliquent qu'ils escomptent un gain de productivité, ceci grâce à une plus grande liberté d'embauche, de licenciement et de mutation des travailleurs.

Un facteur tout aussi important est mis en avant : les coûts de la main-d'œuvre, de l'énergie et des matières premières augmentent plus vite dans la plupart des pays industrialisés qu'aux USA.

Enfin les capitalistes ouest-européens ne cachent pas qu'ils manquent de confiance en l'avenir de l'entreprise

américaines.

DEUX STRATÉGIES DIFFÉRENTES

Quelle est la nature de ce phénomène ? Signifie-t-il notamment décadence de la domination économique US ? Ou n'est-il qu'un nouveau subterfuge du capitalisme pour tenter de pallier les crises ?

La stratégie appliquée par les entreprises étrangères dans l'industrie US diffère considérablement de celle qu'ont eue les multinationales US en Europe et dans les autres pays. Les sociétés américaines après avoir développé les techniques de production à grande échelle et les techniques de vente aux USA ont ensuite exporté le tout pour exploiter les possibilités que leur offraient des régions telles que le Marché commun européen. La plupart du temps, elles ont créé des filiales de toutes pièces en particulier dans les secteurs à haut niveau technologique où elles avaient d'emblée un gros avantage sur le plan de la compétitivité.

Au contraire, les firmes étrangères qui s'implantent aux USA se trouvent face à des conditions de marché (étendue, compétitivité) auxquelles ils n'ont pas acquis l'habitude de se frotter. Elles préfèrent dès lors acquérir des sociétés déjà existantes. Plus de la moitié des investissements étrangers correspondent à ces acquisitions.

Mieux : une fois installées sur le territoire américain, elles vont préférer expérimenter sur lui les nouvelles technologies qu'elles auront mises au point, puis les exporter ensuite. C'est ainsi, par exemple, que l'industrie chimique Solvay, qui a mis au point un nouveau procédé pour la production de polyéthylène de haute densité, a cherché à exploiter son avantage technologique aux USA — en achetant une unité de production existante.

UN ACCUEIL PLUTOT FAVORABLE

Les directions syndicales américaines voient principalement dans ces développements un facteur de création de nouveaux emplois. Par exemple, l'extension de Volkswagen se soldera par 6 000 emplois. Et les milieux d'affaires, à leur tour, calculent que l'activité économique provoquée par l'argent distribué pourrait se traduire par un nombre d'emplois quatre fois supérieur.

La Caroline du Sud a attiré 66 unités de production étrangères, disséminées dans 39 villes de l'État, qui emploient directement 20 000 travailleurs et sont à la source de 80 000 postes...

UN NOUVEAU MOYEN DE DOMINATION ÉCONOMIQUE

Ne nous y trompons pas : si les capitalistes US acceptent le développement des investissements étrangers chez eux, c'est qu'ils y trouvent leur compte. Continuant de disposer de leur propre marché, et de la possibilité d'y atteindre une dimension mondiale, se heurtant par contre au dehors aux incertitudes de l'avenir politique, ils préfèrent accueillir ceux qui risqueraient de devenir leurs concurrents sur le marché mondial. C'est un bon moyen pour eux d'«exporter leur chômage» et d'empêcher une exportation des capitaux autre que la leur. C'est finalement s'assurer de pouvoir continuer d'exploiter leur propre classe ouvrière et de contrôler l'économie occidentale.

Nouveau succès nucléaire chinois

L'agence Chine nouvelle a annoncé dimanche soir que la Chine a procédé avec succès à un nouvel essai nucléaire souterrain.

C'est le vingtième auquel la Chine ait procédé jusqu'ici. La première explosion nucléaire chinoise remonte au 16 octobre 1964.

L'Agence chinoise a également rappelé que la Chine ne développait sa puissance nucléaire que dans le but de se défendre, de briser le monopole nucléaire des grandes puissances et qu'elle était à terme favorable à l'abolition des armements nucléaires.

Soulignant le caractère nécessaire et limité des expériences chinoises, elle rappelle que «la Chine ne sera à aucun moment et dans aucune circonstance la première à utiliser l'arme nucléaire». Serment solennel que jusqu'ici la Chine est le seul pays au monde à avoir fait.

Suisse : Exercice militaire d'envergure

Face à la menace militaire soviétique qui ne cesse de s'alourdir en Europe, la Suisse a organisé récemment plusieurs manœuvres militaires pour examiner et renforcer la capacité de combat de son armée.

Du 4 au 13 octobre viennent d'avoir lieu des manœuvres militaires de grande ampleur baptisées «Domino».

22 000 hommes, 90 avions et plusieurs milliers de véhicules ont participé à ces exercices qui visaient à repousser un ennemi supposé progresser vers la Suisse centrale.

Un autre exercice appelé «Colpo» s'est déroulé du 10 au 14 octobre avec 8 000 hommes, 79 avions de combat, 20 avions légers et hélicoptères. En septembre dernier s'était déroulé à Genève un important exercice de défense civile et antiaérienne.

Que la Suisse, traditionnellement neutre, tienne de si fréquentes manœuvres militaires est sans précédent dans son histoire. Cela témoigne de sa conscience grandissante du danger social-impérialiste et de la nécessité de maintenir une haute vigilance à son égard.

Grande Bretagne : Nouvelle baisse de la livre

La livre sterling britannique est de nouveau à son plus bas niveau sur le marché des changes et le gouvernement travailliste ne sait plus à quel saint se vouer pour remédier à une économie qui va à la dérive. Par rapport à l'ensemble des autres devises, le taux de dépréciation de la livre a atteint le record de 45,7 %. Sa chute vient encore d'être aggravée par l'annonce de la dégradation du commerce extérieur de la Grande-Bretagne dont le déficit s'élève à 365 millions de livres en septembre contre 293 en août.

Le premier ministre table sur la collaboration de classe des dirigeants syndicaux pour ressasser ses habituelles incantations sur le retour prochain de la prospérité et le brillant avenir de l'économie britannique.

«Je suis persuadé, a-t-il déclaré, qu'il y a des chances considérables pour l'avenir parce qu'il y a un réalisme croissant de la part des syndicats et du patronat sur la possibilité de surmonter les problèmes».

Malgré cet optimisme tenace, le gouvernement a été obligé d'admettre que son objectif de ramener le taux d'inflation au-dessous de 10 % au début de l'année prochaine était devenu irréalisable. Car manifestement, la classe ouvrière britannique ne semble pas prête à succomber aux discours de tous ceux qui lui vantent le charme discret de l'austérité.

Les fournitures militaires américaines à Israël

Le matériel militaire américain ultra-perfectionné que Ford a décidé de fournir à Israël atteindra un montant total de 250 millions de dollars (1,2 milliards de francs), a révélé dimanche le ministre israélien de la Défense.

Ce matériel serait constitué de bombes d'une grande puissance destructrice et d'un système de détection électronique, le FLIR, dont ne dispose pas l'OTAN.

Israël financera ces achats en partie à l'aide d'une allocation américaine de 200 millions de dollars. C'est vraiment tout bénéfice pour lui !

nouvelles intérieures

L'affaire Dassault

UN SCANDALE
PARMI D'AUTRES

Un milliard et demi de francs auraient été soustraits au fisc par Marcel Dassault. C'est ce qu'affirme un dossier établi par son comptable, indolent, Henri de Vathaire, dont de larges extraits sont publiés dans un hebdomadaire parisien.

Nous ne connaissons en core de cette affaire passablement embrouillée, que la partie émergée de l'iceberg. On se souvient que le dénommé de Vathaire avait, il y a quelques mois prélevé la bagatelle de huit millions sur le compte personnel du multimilliardaire Dassault. C'était, affirme-t-il aujourd'hui, pour tenter de récupérer un volumineux dossier répertoriant les «indélicatesses» de Marcel Dassault, dossier remis à un ancien mercenaire, Jean Kay. Celui-ci a depuis lors disparu avec l'argent... et le dossier. Mais il existait un double de celui-ci. On y apprend notamment que le milliardaire aux avions aurait vendu à certaines de ses sociétés des avions inexistantes, imputé sur ses frais généraux le coût de ses campagnes politiques dans l'Oise, département dont il est député, et la construction à Coignière d'une résidence secondaire «copie du petit

Trianon».

En ce qui concerne des «faux» fabriqués par Dassault, le dossier fait état d'une équipe de comptables de confiance travaillant dans un bureau discret. Au moyen d'une horloge à pointer, ils auraient fabriqué de fausses heures de production pour alourdir les prix de revient et autres bagatelles...

Dassault s'est contenté de remettre à la presse un laconique communiqué affirmant que «à la suite d'un contrôle fiscal à la Générale immobilière Marcel Dassault, il a été constaté que certains points du dossier de Vathaire étaient inexacts et que d'autres avaient déjà été rectifiés, qu'enfin il avait été procédé à un contrôle de routine». Pour lui il s'agit donc d'une affaire déjà classée. Pour le juge qui se retrouve avec ce dangereux dossier entre les doigts il s'agit sans doute d'une affaire «à classer».

Pour les travailleurs qui triment sur les chaînes de Dassault, il n'en ira sûrement pas de même. Ce scandale s'ajoute aux comptes qu'ils régleront un jour définitivement avec Dassault et tous ses compères les capitalistes exploités.

Marchais en Bretagne

Ils ont des bulletins de vote, vive les bretons

Marchais est venu chez nous faire son «Tro Breizh» (tous en Bretagne). Il est venu indiquer aux fédérations locales du PCF la méthode à suivre pour gagner des voix aux prochaines élections.

En dehors de sa propagande habituelle, deux points ont retenu son attention.

D'abord, la religion. Pour un certain nombre de raisons historiques, la religion catholique a pesé d'un grand poids en Bretagne. La hiérarchie catholique a travaillé à développer le soutien des ouvriers et paysans au système capitaliste. Aujourd'hui son influence décline. Les travailleurs suivent moins les «bons conseils» et le clergé lui-même est traversé par la lutte de classe, certains prêtres se rangeant aux côtés des travailleurs.

Marchais, lui, s'est conduit en bon réactionnaire : c'est l'union avec le clergé dans son ensemble, la hiérarchie catholique qu'il recherche. Par deux fois, il a ainsi condamné dans son intervention le chant «La jeune garde» pour «anticléricalis-

me», accusant ceux qui luttent contre l'empire de la hiérarchie de vouloir «allumer une guerre de religion».

Mieux, à Quimper, G. Marchais a visité ostensiblement la cathédrale pendant une heure !

A propos de la culture bretonne, Chambaz, le préposé à la culture du PCF, a défendu une «culture bretonne» au-dessus des classes, thèmes réactionnaires et progressistes confondus. Cela ne l'a pas empêché pourtant de marquer son hostilité à la langue bretonne comprise aujourd'hui par un million de personnes et quotidiennement utilisée par la moitié d'entre elles. Son programme sur ce point ne diffère pas de celui de Giscard. Il tend à réduire de force le nombre de bretonnants pour supprimer la nécessité de l'enseignement du breton.

Bref, beaucoup de bruit pour rien, sauf pour Marchais, l'espoir de voix bretonnes aux prochaines élections.

Un lecteur.

TOUS AU RASSEMBLEMENT
DES OUVRIERS IMMIGRES DE LA SONACOTRA

Les menaces du pouvoir contre les travailleurs de la SONACOTRA qui poursuivent la grève des loyers se font plus pressantes. Comme nous l'avons relaté récemment, ce sont des saisies-arrêt sur les salaires qui sont envisagées comme moyen de briser la grève (contre des travailleurs de la SMES qui habitent le foyer de Pierre-fitte en particulier). L'incendie dramatique du foyer de Villejuif rappelle avec brutalité à tous ceux qui l'auraient oublié que le racisme est un poison criminel, car si l'origine du feu n'est pas connue encore, on ne peut que s'interroger devant la dizaine d'incendies qui, en un mois, a ravagé divers foyers hébergeant des travailleurs immigrés.

Même en écartant l'hypothèse de l'incendie volontaire, il n'en reste pas moins que les conditions de sécuri-

té dans les foyers SONACOTRA sont souvent inférieures aux mesures minimum imposées par la loi ! Nous aurons l'occasion de revenir prochainement sur ce scandale, dans lequel les élus du PCF ne sont pas innocents puisque la loi fait obligation aux municipalités de contrôler les installations de sécurité des immeubles de la commune. C'est un soutien massif et populaire qu'il faut patiemment édifier autour de cette lutte, où les patrons et le gouvernement utilisent brutalité, cynisme, menaces et chantages de toutes sortes contre les grévistes. Prenons exemple sur ce lecteur qui dans la manifestation du 7 octobre a fait signer une pétition et récolté 80 F de collecte ou encore sur ces travailleurs de Beaune qui ont fait circuler

des pétitions sur leurs lieux de travail et collecté 350 F ! Des tracts et des affiches restent disponibles pour le meeting du 23. Redoublons d'efforts pour la souscription et pour assurer le succès

de ce meeting de lutte ; camarades ouvriers, et autres travailleurs préparez messages et délégations d'entreprise pour soutenir vos frères de classe samedi prochain à la Mutualité.

SONACOTRA

Journée des travailleurs immigrés en grève des loyers depuis 21 mois

SAMEDI 23 OCTOBRE 1976

DE 10 H à 17 H
à la Mutualité

(Paris - métro Maubert-Mutualité)

de 13 H 30 à 17 H : Meeting débat

(Des affiches et des tracts sont disponibles pour populariser ce meeting. Adressez vos commandes au siège de l'Humanité rouge.)

Le colonialisme français,
poursuit ses méfaits

ILES MARQUISES

600 soldats et marins participent, du 18 au 21 octobre, dans l'archipel des Marquises (1 350 km du nord-est de Tahiti) à un exercice interarmées baptisé «Murex».

Un transport de chalands de débarquement et un patrouilleur de la Marine nationale, ainsi que deux compagnies de combat du bataillon d'infanterie de marine de Tahiti participeront à cet exercice qui a pour but «d'entraîner la marine et l'infanterie aux mécanismes de coopération amphibie et hélicoptère». Les unités terrestres «s'entraîneront à manœuvrer en terrain accidenté contre des groupes de guérillas». Conformément à une «tradition» d'une hypocrisie particulièrement odieuse, cet exercice s'achèvera par une «opération d'aide à la municipalité de Nuku-Hiva», soldats et marins devant accomplir des travaux d'intérêt communal.

Les populations locales ne manqueront pas de faire savoir le prix qu'elles attachent à cette «aide» qui se manifeste avec des fusils tournés contre leurs luttes.

COMORES

Le débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur la question de Mayotte s'ouvre aujourd'hui lundi et durera environ trois jours.

La question de «l'île comorienne de Mayotte» a été portée à l'Assemblée par les pays membres de l'OUA qui exigent que la France évacue immédiatement l'île et que celle-ci soit intégrée à la République des Comores.

Les autorités comoriennes accusent par ailleurs le gouvernement français d'avoir «tenté d'infiltrer aux Comores un contingent venu de Paris et d'Afrique du Sud» pour réaliser un coup d'État remettant en selle l'ancien président déchu, Ahmed Abdullah, bien connu pour ses sympathies pro-françaises.

LA REUNION

Giscard se paye le toupet d'une visite de 48 heures à la Réunion cette semaine pour marquer sa «sollicitude» envers la population réunionnaise. En fait de population réunionnaise, c'est Michel Debré, député «local», et l'une des plus grosses fortunes de l'île, qui prononcera l'allocution de bienvenue. Giscard n'est d'ailleurs pas très chaud pour des bains de foule dans l'île puisque tous ses déplacements se feront à la sauvette et par hélicoptère. Sécurité oblige. Il est prévu que Giscard prononce à cette occasion une série d'allocutions vantant «la présence française dans l'océan Indien, compte tenu de la situation qui règne dans cette région». Il tentera sans doute de justifier le maintien de la domination coloniale française face aux menaces croissantes des deux superpuissances dans l'océan Indien. Mais pour le peuple réunionnais, une telle situation ne saurait justifier son maintien en esclavage. Libre et indépendant, il saura se joindre au mouvement de tous les pays riverains qui exigent que l'océan Indien devienne une «zone de paix».

GUYANE

Le gouvernement français n'a pas renoncé à son projet de renforcer son exploitation coloniale de la Guyane promue au rang de «colonie de peuplement».

Dans une «communication» à l'Académie des sciences d'Outre-mer, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux «DOM-TOM» a révélé que l'exploitation de la forêt guyanaise était la clé de ce nouveau «plan de développement»... des intérêts des monopoles français.

Ceux-ci bénéficieraient de 500 millions de francs de subventions pour mettre la forêt guyanaise en coupe réglée.

Mais le peuple guyanais ne semble pas décidé à se laisser exploiter et spolier encore longtemps.



A propos des déclarations d'un dirigeant syndical italien

DIRE OUI A L'AUSTERITE, C'EST SE COMPORTER EN GRAND BOURGEOIS

Dans une interview publiée dans le journal *Le Monde* daté de dimanche et lundi 17-18 octobre, Bruno Trentin, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FLM) et membre du PCI, a fait des déclarations qui méritent d'être connues et méditées par les travailleurs italiens mais aussi français. On connaît bien en effet les bonnes relations qui existent entre les dirigeants du PCI et du PCF, et les dirigeants syndicaux italiens et français (Trentin fut même l'invité de marque de la Fédération métallurgique de la CFDT la semaine passée lors d'une rencontre nationale de ses militants).

Avant de commenter les propos de M. Trentin, il est bon de rappeler l'essentiel de ce que nous disions dans nos colonnes (cf. HR datée du mardi 12 octobre) à propos du plan d'austérité italien. Le gouvernement Andreotti, avant même de rendre public l'ensemble des mesures d'augmentation des tarifs (des postes, chemins de fer, essence) de blocage des salaires et de suppression de jours fériés payés, avait consulté l'ensemble des organisations politiques et syndicales qui lui ont donné leur accord (en premier lieu le premier parti italien du point de vue des élections, le parti révisionniste PCI). Les travailleurs et surtout les ouvriers, eux, ne l'ont pas entendu de cette oreille et dès le lendemain de la publication du plan Andreotti, ils déclenchèrent de nombreuses grèves spontanées avec manifestations, notamment dans les usines Fiat de Turin.

Aussitôt les directions syndicales, dont le rôle est précisément d'encadrer et de réprimer la révolte spontanée des masses contre l'E-

tat bourgeois, prenaient le train en marche et décrétaient quelques «actions nationales» accompagnées de débrayages pour critiquer les insuffisances d'un plan qu'elles approuvent pour l'essentiel !

M. Trentin éprouve le besoin de donner quelques explications sur son attitude :

«La gravité de la crise économique et sociale est doublée en Italie par la déchéance de l'appareil administratif de l'Etat. Elle exige un tournant dans la politique économique. C'est-à-dire, simultanément, une lutte contre l'inflation, et une orientation des ressources financières de la collectivité vers les investissements et le développement des services publics.»

«Un tournant de cette dimension, et l'urgence des options qui en découlent, imposent une politique d'austérité. Mais, avec le gouvernement, nous divergeons profondément sur les finalités et les critères de la politique d'austérité.»

Ainsi donc, pour les révisionnistes il n'est plus ques-

tion de dissimuler que leur action politique ne vise aucunement à changer de système ou de régime, même s'ils utilisent encore un vocabulaire socialiste, mais qu'au contraire ils sont uniquement préoccupés de la survie et des remèdes à apporter aux sociétés capitalistes en crise. Leur logique est la même que celle des grands bourgeois : la crise économique profonde impose le recours à l'austérité, la recherche d'investissements productifs pour surmonter cette crise et ils divergent avec les gouvernements actuels sur les moyens et l'orientation de la politique d'austérité. Pour les authentiques communistes et les travailleurs conscients

il ne s'agit pas de nier la crise mais d'agir à la tête des masses pour en combattre les conséquences, faire reculer la bourgeoisie sur un certain nombre de mesures gravement antipopulaires et de préparer la seule issue stratégique à la crise actuelle : la destruction de l'Etat bourgeois par la révolution prolétarienne armée.

Le grand bourgeois Trentin prend l'exemple des chemins de fer italiens :

«Augmenter les tarifs de 10 %, comme le propose le gouvernement, est ridicule, compte tenu de la situation de ce service public et des tarifs actuels qui sont parmi les plus bas d'Europe.»

En somme, selon lui, le gouvernement est trop timoré dans l'augmentation des tarifs, bien sûr, comme cela risque d'être un peu gros, il s'empresse d'ajouter qu'il est pour la suppression d'un certain nombre de réductions, l'augmentation des tarifs 1^{re} classe et pour le maintien des tarifs abonnés ouvriers. Il ne s'agit

là que de paroles trompeuses et démagogiques destinées à mystifier le peuple. En effet ces traîtres qui sont contre la révolution, la dictature du prolétariat, qui raisonnent dans le cadre du système capitaliste, proposent en bon Taruffe d'imposer davantage les «gros», les riches, c'est-à-dire ceux qui précisément ont le pouvoir et dont les intérêts commandent la politique des différents plans d'austérité ! Ce ne peut être qu'un traître ou un parfait imbécile qui peut prétendre attaquer les intérêts de ceux qui ont le pouvoir tout en combattant contre le marxisme, la dictature du prolétariat et la révolution. Et M. Trentin n'est probablement pas un imbécile.

De tels propos sont en fait révélateurs de la nature de classe de Trentin et de tous ses semblables en France.

Ils sont également significatifs des difficultés de plus en plus grandes rencontrées par ces traîtres entièrement

vendus au grand capital, qui ne peuvent plus dissimuler leur visage derrière un masque ouvrier. Dans une période relativement calme, ces traîtres peuvent réclamer à cor et à cris des augmentations de salaires, organiser de nombreuses grèves pour conserver quelque crédit chez les travailleurs. Mais dans une situation de crise en plein développement, alors qu'ils sont sur le point de parvenir ou de participer au pouvoir, ils ne peuvent plus se le permettre sans compromettre gravement les intérêts bourgeois pour lesquels ils travaillent et leurs actes sont de plus en plus ouvertement contre-révolutionnaires. S'ils parviennent au pouvoir c'est pour appliquer eux-mêmes ce que les autres partis bourgeois discrédités dans les masses ne peuvent plus appliquer. C'est là une vérité indépendante de la volonté humaine qu'il importe aux marxistes-léninistes de faire connaître largement.

Rennes : Une semaine de grève à la Rennaise de préfabrication

Les ouvriers sont en grève depuis le mercredi 6 octobre. Face aux conditions très dures de travail, ils se battent pour : 0,70 F d'augmentation pour tous, 7 F de repas par jour, augmentation des indemnités de déplacement.

Souvent dans les luttes précédentes, l'unité entre les 2 usines de St-Jacques et de la Pilate a été difficile à réaliser, alors qu'elle est totale aujourd'hui. A cette unité s'ajoute la détermination des grévistes.

Après une semaine de grève, ils ont voté (sur 134 votants) : 105 pour la continuation de la grève, 25 contre, 4 nul.

Dans cette situation, l'HR a proposé aux ouvriers de développer un soutien politique et financier de masse. Sous la pression de la ligne bourgeoise dans les syndicats, cette idée n'a pas été immédiatement reprise, bien qu'elle ait été très bien acceptée par les ouvriers et plusieurs délégués (CGT

comme CFDT). Mais c'est une idée qui fait son chemin. Il faut absolument soutenir les ouvriers de la Rennaise.

Correspondant HR.

RECTIFICATIF

Dans l'HR No 547, dans la présentation de l'interview d'un militant du PCF intitulé «Un témoignage exceptionnel», page 1 en haut de la colonne de droite, un bout de phrase a sauté. Il fallait lire :

«... Nous travaillons à l'unité de la classe ouvrière sur la base de ses intérêts de classe fondamentaux et non en essayant de concilier — par des pirouettes — les intérêts de la classe ouvrière et de la bourgeoisie comme le font les dirigeants révisionnistes (PCF-CGT), socialistes et réformistes de tout bord (PS-CFDT et les sectes trotskystes)...».

Nouvelles Galeries (Saint-Brieuc)

Une grève à soutenir

Depuis le 29 septembre, les employés des Nouvelles Galeries sont en grève.

Des revendications justes et unificatrices

La principale revendication, c'est 400 F pour tous, en deux temps : 200 F au 1^{er} octobre et 200 F au 1^{er} janvier.

A l'heure du plan d'austérité et du blocage déguisé des salaires, le refus de salaires inférieurs à 2 000 F est une riposte concrète et juste à l'offensive que la bourgeoisie a lancée contre les travailleurs.

A l'heure où, face à la crise du système capitaliste, la classe ouvrière doit combattre, les revendications uniformes sont un excellent moyen de s'unir pour la lutte. 400 F pour tous, c'est une revendication claire que, sur la proposition du syndicat CFDT majoritaire dans le magasin, le personnel a acceptée d'emblée et sans problème. Les augmentations hiérarchiques introduiraient la division entre des employés égaux dans l'exploitation qu'ils subissent et égaux dans la lutte qu'ils mènent.

Ce serait favoriser les cadres qui, eux, ne font pas grève, et qui, même, brisent la grève. Et c'est pourquoi le patron des Nouvelles Galeries refuse, en même temps que leur montant, le principe même des augmentations non hiérarchisées.

Les autres revendications sont : une heure d'information syndicale

mensuelle payée ; garantie totale du salaire dès le premier jour en cas d'accident du travail et dès le quatrième jour en cas de maladie ; reclassification du personnel.

Un personnel uni, mobilisé, déterminé

C'est 100 % du personnel titulaire qui a, presque spontanément, décidé la grève illimitée. Plusieurs auxiliaires sont également dans le mouvement.

Cette mobilisation se voit dans les assemblées générales du personnel qui rassemblent, presque tous les jours, environ 120 des 160 employés en grève.

Elle se voit aussi dans les piquets de grève, rassemblant en permanence du matin au soir, la moitié des grévistes. Il se tient dehors, devant les portes du magasin, par n'importe quel temps, appelant les consommateurs à ne pas rentrer acheter.

Quand on sait en plus que plus de 80 % du personnel sont des femmes et les difficultés qu'ont les femmes dans la société capitaliste, pour se dégager des obligations et des tâches familiales, on a une idée de la détermination des grévistes.

Cette détermination d'ailleurs, ils l'ont fait connaître aux patrons, quand, le 12 octobre, à la suite de l'échec des négociations, ils sont montés en masse leur rendre visite et ont eu avec eux une explication plutôt violente.

Une grève importante, une grève à soutenir

D'ores et déjà, la sympathie de la population travailleuse est acquise aux grévistes. Dans leur grande majorité, les clients s'arrêtent au piquet de grève, discutent, n'entrent pas. Le magasin reste vide. Le patron, qui fait marcher le magasin avec les cadres et quelques auxiliaires, laisse fermé le rayon alimentation.

Le soutien commence : un million déjà collecté. Il doit se développer dans les usines et partout. Tous les travailleurs sont concernés. Tous doivent en comprendre l'importance :

— quand, dans les faits, des travailleurs ne se contentent pas de journées d'action de temps en temps, mais se lancent à fond dans la lutte.

— quand, dans les faits, des travailleurs ne se satisfont pas de belles promesses pour 78, mais veulent avec détermination une amélioration immédiate de leur situation.

— quand, alors que depuis un an, la classe ouvrière de St-Brieuc n'a connu que des échecs* dans les grèves contrôlées par la direction CGT, des travailleurs montrent, dans leurs revendications et leur organisation, la voie de la lutte unie.

Correspondant HR.

Note :

* Au Joint français, les ouvriers ont repris le travail sans obtenir satisfaction.



Besançon

Depuis le 7 octobre, les chauffeurs de bus de la ville sont en grève contre le licenciement d'une secrétaire, pour 300 F pour tous et pour l'amélioration des conditions de travail. La direction fait tout pour casser le mouvement et développe auprès de la population des arguments du genre « Les chauffeurs rouspètent sans arrêt alors qu'ils sont bien payés et c'est les Bisontins qui en supportent les conséquences. »

L'occupation des dépôts a traduit la volonté des grévistes de ne pas reculer.

Pour cette action, la direction, soutenue activement par la municipalité PS, cite 8 délégués en référé pour occupation illégale. De plus, elle va jusqu'à utiliser la menace d'une intervention des flics pour faire céder les travailleurs.

Le PCF, lui, n'insiste pas sur la nécessité de faire céder la direction et d'obtenir satisfaction, mais sur les conséquences pour les usagers et demande au maire d'intervenir !... alors qu'il est cul et chemise avec la direction des bus. La popularisation est prise en main activement par les grévistes, soutenus par de nombreux travailleurs (tracts, voitures-sono). La CFDT a lancé une opération destinée à aider les usagers : des militants transportent gratuitement des usagers ; c'est l'opération point-rouge !

De plus, à Besançon existent d'autres conflits :

— le garage Renault est en grève depuis plusieurs jours.

— le garage Peugeot également. Les mécaniciens réclament le 13e mois, 2 000 F à l'embauche pour tous, le paiement de la journée de grève du 7.

— les travailleurs de Sopreba sont en grève (bâtiments préfabriqués) pour le 13e mois.

— quant aux Lip, on vient de leur proposer des emplois (pas pour tous, bien sûr) pour les diviser. Il y a gros à parier que s'ils refusent, on va leur dire : « Si vous refusez, on vous supprime les 90 %... »

La classe ouvrière bisontine est en lutte et bien décidée à imposer sa volonté.

Correspondant Besançon



Rennes

3^{ème} SEMAINE DE GREVE DANS LES RESTAURANTS UNIVERSITAIRES

Jeudi 30 septembre : 2 magasins des restaurants universitaires étaient menacés de rupture de contrat immédiate pour refus d'effectuer le travail de vacataires licenciés à cette date.

La grève était décidée spontanément et étendue dès le soir à tous les restaurants universitaires de la ville.

Depuis longtemps la situation des œuvres universitaires se dégradait comme par tout : compression du personnel, non respect des droits syndicaux.

La lutte des travailleurs remet en cause le système de fonctionnement des CROUS (Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires), qui prélèvent le salaire du personnel sur le ticket de l'étudiant, permettant d'apposer les revendications des travailleurs et celles des étudiants.

Outre la revendication essentielle d'un budget séparé

des salaires, les travailleurs demandent la suppression des menaces de licenciement, le respect des droits syndicaux, l'égalité des horaires pour hommes et femmes (celles-ci font 100 h de plus par an), l'égalité des salaires entre Paris et la province.

Le personnel, mobilisé chaque jour au maximum a multiplié les démarches sur le CROUS, le CNO (Centre national), le rectorat, la préfecture... soit en délégation, soit sous forme de manifestation.

Ils tiennent des assemblées générales quasi-permanentes et deux commissions ont été mises en place : l'une destinée à populariser la lutte, l'autre à organiser la solidarité financière.

Le 14 octobre, une nouvelle forme de lutte, plus dure, a été mise en application : le personnel a occupé les locaux du CROUS : de midi jusqu'à 20 h 30, heure à laquelle les forces de l'ordre les ont fait déloger.

Vendredi matin ils ont tenu un « sit-in » devant la préfecture, bouchant la circulation durant 3/4 d'heure.

Ces actions avaient pour but d'obliger la presse et la télévision à se déplacer.

Un comité de soutien étudiant, s'est mis en place dès le début de la lutte. Son principal objectif était de faire échec à la politique de division entre travailleurs et étudiants sur laquelle misait la direction du CROUS.

Toutes ces initiatives étaient contrôlées par l'assemblée générale du personnel, et à chaque réunion les travailleurs étaient présents.

Des collectes ont été organisées sur les différents marchés de la ville. Différents pique-niques, fest-noz... ont été organisés (faculté de Lettres, etc.) et ont été des succès, d'autres vont être organisés la semaine prochaine.

CDHR Beaulieu-Rennes

Lutte contre le racisme à la SITPA (près d'Avignon)

Depuis le lundi 11 septembre, les grèves et les débrayages se succèdent à l'usine SITPA (conserves alimentaires) au Pontet pour protester contre les injustices de la direction qui couvre un contre-maitre raciste.

Jeudi 14 une vingtaine d'ouvriers de la SITPA ont tenu une conférence de presse à Avignon pour parler de leur lutte. Comme d'habitude, on notait l'absence des journaux dits « de gauche » : Le Provençal (PS) et la Marseillaise (PC). Voyons les faits.

Pour le dernier quart d'heure de la journée, un contre-maitre raciste a ordonné, par mesure de brimade, à deux ouvriers algériens de changer de poste de travail. Ils refusent poliment trouvant cet ordre absurde et même nuisible à la production. Le contre-maitre s'énerve, bouscule les ouvriers et les insulte grossièrement.

Le lendemain, la direction donne une « observation écrite » aux deux ouvriers et leur fait sauter le quart d'heure de salaire. Quant au contre-maitre : aucune sanction malgré de nombreux témoignages que la direction récuse et plusieurs démarches auprès de l'inspecteur du travail.

Mais la riposte des 150 ouvriers a été immédiate sous l'impulsion d'une section syndicale CFDT dynamique animée par des travailleurs immigrés.

« Ce qu'on veut ? C'est l'annulation des sanctions pour les ouvriers, le paiement du quart d'heure et une sanction pour le contre-maitre ».

« Si on est tant résolu, c'est qu'on est toujours maltraités à l'usine. On a supporté beaucoup de choses : les travaux les plus pénibles, c'est toujours pour nous les Algériens, et après la direction nous refuse des promotions en disant : « Vous savez bien que les Algériens ne sont pas instruits et sont incapables ».

L'un d'eux explique :

« Il m'a insulté, je n'ai pas répondu. Pourquoi une "observation" pour moi, et rien pour lui ? On cherche la justice et la vérité pour tous ».

Ils insistent bien : « Surtout on ne veut pas renvoyer le contre-maitre, c'est pas parce qu'il se croit plus que les autres... C'est quand même un père de famille. Ce qu'on veut c'est la justice, on veut être traités tous pareils. On ira jusqu'au bout ».

Ils nous disent aussi que le système des contre-maitres chiens de garde nuit en fait à la production et que les soi-disant « améliorations » que les experts ont apportées dans les chaînes ne sont pas si bonnes même pour le patron. Ils en rigolent : « Après tout si la société perd de l'argent, on s'en fout. »

Etroitement unis entre Français et immigrés, les ouvriers de la SITPA détruiront le racisme.

Correspondant HR.

la France des luttes

éducation

Le suicide d'une jeune institutrice à Reims

MONSIEUR HABY VOUS ETES RESPONSABLE !

Une jeune institutrice d'une classe « terminale pratique » s'est suicidée à Reims.

Votre porte-parole Gautier s'est précipité pour dégager votre responsabilité à la radio. C'est que vous avez peur, M. Haby. Vous savez bien ce que disent les professeurs et même le directeur au maître de « terrain-pratique » : « Comment faites-vous pour tenir le coup ? »

Qu'est-ce qu'une « terminale pratique » ? C'est une « classe-poubelle », comme on dit entre enseignants, une classe pour les jeunes de 14-16 ans exclus des classes « normales ».

J'ai exercé dans plusieurs terminales pratiques : de filles, mixtes, rurales, de quartier de travailleurs immigrés.

Elles avaient pour point commun de réunir des fils et filles d'ouvriers, ouvriers agricoles, petits employés. Jamais de fils à papa. Des jeunes dégoûtés de l'école, d'une école qui ne leur apprend rien d'essentiel pour leur difficile avenir → une école qui ne les « mène à rien » sinon au chômage, ou au travail à la chaîne quand ils seront plus résistants aux cadences, vers 20 ans.

Un monde bourgeois et un parler d'académicien (« Que dis-tu ? » et surtout pas : « Qu'est-ce que tu dis ? ») le mépris du travail manuel, le bourrage de crâne, la course à la bonne note pour passer en classe supérieure, cela dès 6 ans ; ce sont là les causes profondes des « échecs scolaires ».

Un autre point commun aux classes où j'ai exercé, la mise à l'écart dans le collège : le baraquement mal chauffé au fond de la cour, l'ancienne salle de débarras mal éclairée...

Des classes « pratiques », sans atelier. Les crédits ? Actuellement, environ 50 F par élève par an ; au prix où sont les outils et le bois, on en voit vite le fond.

Le maître fait tout, y compris le sport, même s'il s'agit d'une femme de 20 ans et de gars de 15 ans. Pensez donc, la plupart des autres classes manquent de profs spéciaux, surtout en province !

Et puis les maîtres sont bons à tout, puisqu'ils ont « une formation professionnelle à l'école normale ». C'est M. Gautier qui l'a dit à la radio.

Primo, à l'école normale, on ignore les « terminales pratiques ». Et quand des

stages ont lieu à ce sujet, il faut voir ce que c'est ! Des inspecteurs généraux se pavant avec leurs expériences de technologie... comme celle du pese-lettres, du critérium... dans des classes « normales » des grands lycées parisiens ; objets fort courants sans doute pour ces élèves-là.

Et quand un maître qui a réussi à monter un atelier avec du matériel de rebut en une dizaine d'années de dévouement passe le CAP spécialisé, il est recalé pour non-conformité avec les normes de la « technologie ».

Monsieur Haby, c'est vous avec tous les bourgeois qui devez être sanctionnés si les maîtres baissent les bras devant les problèmes ; c'est vous qui devez être punis pour le chahut dans les classes. Le chahut, c'est le balbutiement de la révolte des jeunes contre l'école capitaliste. Déjà les inspecteurs, directeurs ont peur des terminales pratiques, ils les évitent dans leurs tournées, et veulent les supprimer.

Gare à vous, M. Haby, les victimes de votre école seront vengées ! C'est comme ça que les travailleurs pourront construire une école nouvelle, socialiste. Pas le projet d'école du Programme commun, frère aîné de la réforme Haby, puisqu'il propose « une très large gamme d'options », la suppression des « cloisonnements », « un système diversifié de rattrapage et de soutien »...

En pleurnichant sur le sort de l'institutrice de Reims, les révisionnistes ne vont pas manquer de réclamer plus de crédits et la « revalorisation » de la profession.

Là n'est pas la question essentielle.

Ce que veulent les travailleurs et leurs enfants, c'est détruire l'école des bourgeois. C'est dans une nouvelle école dirigée par les ouvriers que les enseignants pourront réapprendre leur métier pour se mettre au service du peuple.

Une institutrice est morte à Reims : c'est un méfait de l'école bourgeoise.

Une lectrice, institutrice.

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque



Au 89 de la rue Fondary dans le XV^e à Paris

150 travailleurs immigrés menacés d'expulsion !

Cela fait maintenant plus de deux ans que les cent cinquante travailleurs algériens qui habitent un hôtel meublé au 89 de la rue Fondary ont été «sommés de déguerpir». S'ils ont fait échec jusqu'à

Jusqu'en mars 1974 le 89, rue Fondary est un hôtel meublé. Mais le 27 mars 1974 le propriétaire vend l'immeuble à la Sofitrim, une société qui veut le rénover et le transformer en studios luxueux qui se louent très cher dans le 15^e dans la foulée de la «rénovation». C'est alors en avril 1974 que les locataires reçoivent une première lettre recommandée qui les somme de «déguerpir». Le 10 juillet 1974 après de multiples pressions individuelles sur les locataires pour les expulser, la société Sofitrim qui a toujours refusé de percevoir les loyers poursuit en justice.

La présence d'un grand nombre de locataires au tribunal le jour du jugement et leur détermination ont pesé et ont permis que la société soit déboutée.

Le 25 avril 1974 elle a fait appel, mais là encore plus de 50 locataires se présenteraient à l'audience. Considérant qu'un relogement n'avait pas été proposé, le président n'a pu que confirmer le maintien dans les lieux des locataires. Décembre 1975, la Sofitrim ne pouvant procéder à la rénovation et à la spéculation qu'elle espérait revendre l'immeuble à la société civile immobilière Fondary. Celle-ci changeant de tactique prétend qu'elle veut reprendre l'exploitation de l'im-

meuble mais demande des loyers très élevés et refuse de délivrer des quittances, ce qui donne la possibilité au gouvernement depuis la circulaire Marcellin-Fontanet de les expulser à tout moment.

Pourquoi cet acharnement à vouloir expulser les travailleurs du 89 ?

La rénovation qui se poursuit dans certains secteurs du 15^e (le Front de Seine, les abattoirs de Vaugirard, le quartier Procession-Sablottières) entraîne une augmentation de la rente foncière sur l'ensemble de l'arrondissement et les propriétaires ainsi que diverses sociétés se jettent sur ce gâteau de la rénovation. Cette rénovation pour les riches se fait bien entendu au détriment des travailleurs et notamment des travailleurs immigrés qui sont chassés de Paris et contraints d'aller habiter en banlieue souvent à de grandes distances de leur travail.

De nombreux hôtels meublés ont déjà été détruits ou rénovés dans le 15^e : No 77 et 37, rue Croix-Nivert, 21-23, rue Gutenberg, 59, rue Mademoiselle, 126, rue Lecourbe, 38, rue Fondary... Le dernier en date a été le 7, impasse du

présent à cette menace d'expulsion c'est grâce à leur unité de lutte et au soutien des travailleurs du quartier. Nous allons rapporter ici l'histoire de cette «affaire» et de cette lutte.

Mont-Tonnerre dont les travailleurs ont été expulsés sans préavis par la police le 14 avril 1975 ; les flics ont alors employé les méthodes qui sont la règle quand il s'agit de travailleurs immigrés : ils ont enfoncé les portes ne laissant même pas le temps aux locataires de prendre leurs affaires tandis que 10 cars attendaient dehors. La société «Zaphyr» propriétaire a ensuite engagé une police parallèle avec des chiens pour interdire l'accès de l'immeuble.

Pourquoi les travailleurs refusent de partir

En cas d'expulsion ils seraient relogés dans un foyer et très vraisemblablement en banlieue alors que presque tous sont employés de la Ville de Paris ou du bâtiment et travaillent dans l'arrondissement. Cela signifierait donc l'allongement du temps de travail et pour ceux qui ont des horaires incompatibles avec les transports usuels la perte de l'emploi. De plus ces travailleurs qui habitent l'hôtel depuis de longues années, certains originaires de quatre villages des hauts-plateaux proches de Sétif. Pour eux ce serait l'éclatement d'une vie

en communauté qui les aide à supporter les dures conditions de vie en France, le racisme, etc. C'est pourquoi ils exigent d'être relogés tous ensemble dans l'arrondissement et ailleurs que dans un des foyers Sonacotra où ils perdraient les maigres avantages qu'ils ont actuellement, paieraient un loyer plus cher et seraient soumis à des règlements plus draconiens.

Derniers développements

La société SCI-Fondary refuse aux travailleurs toute quittance de loyer ce qui peut les faire tomber sous le coup d'une expulsion. Cette menace n'a rien de théorique d'autant que le gouvernement accroît notablement cette année le nombre des expulsions.

Les travailleurs qui ne veulent plus vivre sous cette menace permanente ont déposé le 24 juin 1976 une requête devant le juge d'instance ; ils demandent que l'immeuble soit reconnu non plus comme hôtel mais comme immeuble d'habitation conformément à la loi du 1/9/1948, pour que le maintien dans les lieux avec des loyers au taux légal leur soit reconnu définitivement.

Mais il n'est pas impossible que les propriétaires essaient d'expulser les travailleurs avant même qu'un jugement ne soit rendu. Ils ont déjà tenté de multiples provocations et le gérant a appelé une fois la police sous prétexte qu'il y avait des inconnus dans l'hôtel. Pour faire échec à ces provocations et à une éventuelle expulsion les travailleurs ont renforcé leur vigilance et leur organisation ; par ailleurs un comité de soutien regroupe depuis juillet tous les habitants du quartier français et immigrés qui veulent soutenir effectivement ceux du 89. Cette mobilisation est d'un poids certain pour empêcher par exemple le préfet de prendre une mesure administrative, telle un arrêté de péril prenant prétexte de la vétusté des locaux, pour les faire expulser. Seule la solidarité de classe entre français et immigrés pourra empêcher que la rénovation se fasse dans le quartier au détriment de la masse des travailleurs.

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous présentons ici deux textes de Mao Tsé-toung qui ont trait aux méthodes de direction.

A propos des méthodes de direction (1er juin 1943)

Dans cette décision sur les méthodes de direction rédigée au nom du Comité central du Parti communiste chinois, Mao Tsé-toung souligne la nécessité d'appliquer deux méthodes universelles : lier le général au particulier et lier la direction aux masses.

Il en tire en ce qui concerne les méthodes de direction toute une série d'enseignements dont nous allons citer deux parmi les plus importants.

1) Pour l'accomplissement d'une tâche, les dirigeants doivent lancer un appel général mais aussi s'occuper de manière concrète de l'exécution de cette tâche dans un organisme du parti de manière à vérifier si l'appel général est juste,

a enrichir son contenu et à apprendre tout en dirigeant.

2) «Une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique».

Méthodes de travail des comités du parti (13 mars 1949)

Mao Tsé-toung y étudie différentes méthodes de travail conformément au principe «Diriger, ce n'est pas seulement déterminer l'orientation générale et les mesures particulières d'une politique, c'est aussi élaborer de justes méthodes de travail...»

Ces méthodes de travail doivent notamment consister à mettre les problèmes

sur le tapis, échanger les informations, consulter les échelons inférieurs, apprendre à «jouer du piano», c'est-à-dire à coordonner les tâches dans les différents domaines, à prendre fermement les tâches en main, à tracer deux lignes de démarcation entre les succès et les erreurs d'une part, la révolution et la contre-révolution d'autre part.

Pour vous procurer ces œuvres, écrivez aux Éditions du Centenaire :

à Paris : 24, rue Philippe de Girard, Paris 10^e

à Lyon : 33, rue René Leynaud, 1^{er}.

Tome III : 9,95 F - broché - 15,60 F relié, pour la première

Tome IV : 12,85 F - broché - 19,25 F relié, pour la deuxième

Vous pouvez également vous les procurer dans les librairies :

Les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville, Paris 20^e

La Force du Livre : 33, rue René Leynaud, 69001 Lyon.

AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Études l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

— *La Tanzanie* : cette 6^e brochure de la collection «Tiers monde en lutte» aborde les questions d'éducation économique de la Tanzanie et de la construction du Tanzam. 72 p. 6,50 F

UN JOURNAL OBJECTIF !

Le «Quotidien du médecin», champion de l'information médicale puisqu'il tire à 35 000 exemplaires et couvre directement de la sorte la moitié du corps médical auquel il est d'ailleurs strictement «réservé» se pique d'objectivité. Il faut dire que sa directrice Mme Tesson, la femme du directeur du «Quotidien de Paris», est sans doute fortement encouragée à cette objectivité par l'argent provenant de la publicité faite aux trusts qui dominent le secteur pharmaceutique, argent sans lequel ce journal ne saurait survivre.

Notons au passage que cette publicité, répercutée sur le prix de vente des médicaments, c'est en fin de compte la Sécurité sociale qui la finance !

Plusieurs articles qui nous ont été envoyés par un lecteur sont particulièrement édifiants sur la couleur politique de ce torchon.

L'un d'eux, daté du 14 septembre, est le récit du Dr Dor, parti cet été au Liban pour servir en tant que médecin du côté des phalangistes. Ce médecin,

actuellement chercheur à la Pitié-Salpêtrière, après avoir été pédiatre pendant 6 ans à Abidjan, déclare notamment : «Je suis chrétien, j'appartiens au parti des forces nouvelles car l'extrême-droite a été la seule à défilé quand Saïgon est tombé... J'ai d'ailleurs de nombreux camarades combattant du côté de la Phalange...»

Quelques jours plus tard, sans doute pour clarifier son sens de «l'objectivité», le journal a annoncé un voyage en Afrique du Sud organisé par l'Association des amis du «Quotidien de médecin» : «Quinze jours de vacances au soleil d'été d'Afrique du Sud» pour la bagatelle de 7 500 F avec visite de quartiers «typiques», journée complète de safari, etc. Le «programme de voyage», est-il précisé, pourrait être «sujet à quelques modifications de détail» : à quand le safari-photo sur la répression des manifestations d'Africains par la police raciste, etc. Notre lecteur a tout à fait raison d'appeler les médecins au boycottage de ce journal dont l'objectivité raciste et fasciste ne doit pas être tolérée.



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

Michel n'écoutait presque pas. Les phrases du pont se multipliaient, s'entassaient, se déroulaient comme de lourdes étoffes et créaient une atmosphère vaporeuse. Son discours, émaillé de fleurs de rhétorique, serpentait comme un ruisseau parmi les champs et les arbres, dans un paysage bucolique. L'heure s'avancait et les fumées des usines recommençaient à répandre leur puanteur familière. Après un bon moment, Michel prêta à nouveau l'oreille.

«... Le gouvernement de Giscard, au service des monopoles, est la cause des difficultés, voire de la misère des travailleurs. L'Union de la gauche représente le seul espoir et la seule alternative crédible.»

Michel contemplait les visages des hommes et des femmes qui l'entouraient. Il lui semblait tous les connaître. Des têtes de grévistes... Fatigués, les yeux cernés par les heures de piquet, les joues creusées par l'inquiétude et les problèmes d'argent. Encore plus marqués que d'habitude. Il se demandait combien il faudrait encore de grèves pour passer de 7,50 F à 8,50 F et de 8,50 F à 9,50 F... juste de quoi tenir jusqu'à la prochaine grève qui, elle, permettra de tenir jusqu'à la suivante. Combien de temps il faudrait pour gagner une heure de repos et combien de temps il faudrait au patron pour la reprendre. Combien de grèves encore, avec leurs fatigues, leurs angoisses et leurs drames. «Aussi longtemps qu'il y aura des patrons» se dit Michel en lui-même. Il sortit à nouveau de sa rêverie.

«... jusqu'à la victoire de l'Union de la gauche», concluait le pont, qui, à cet endroit, reprit son souffle. Visiblement, il attendait quelque chose de la foule. Les ouvriers restaient muets, inquiets, interrogateurs...

Le pont reprit, imperceptiblement plus dur : «Méfiez-vous de l'aventurisme et des jusqu'au boutistes. Hier matin il y a déjà eu une provocation...» Michel eut envie de crier : «C'est vous qui faites rentrer les jaunes». Il comprenait que ses idioties de la veille étaient en définitive bien autre chose qu'un simple égoïsme envers sa femme.

A partir de
demain

DEBAT SUR «1900»
film de Bertolucci

Mercredi prochain, nous publierons un texte expliquant pourquoi il nous semble utile d'ouvrir un débat sur ce film. Nous publierons également le même jour deux lettres contradictoires sur le film tant sur le point de vue général à avoir du film que sur la façon de l'analyser.

Si vous avez vu
ce film envoyez
nous vos points de vue

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source

A la télévision du 19 au 25 octobre

MARDI 19 - FR3 - 19 H 40 - Tribune libre :
L'Union des femmes françaises.

Alors que les marxistes-léninistes n'ont eu la parole à la télévision qu'une fois en près de 10 ans, les organisations militantes pour le Programme commun de replâtrage du système capitaliste ont une fois de plus l'antenne avec l'UFF. Il serait fastidieux de publier chaque semaine le nombre d'apparitions, sur nos écrans, de ces organisations qui se plaignent d'être censurées. Il est vrai que la lutte pour prendre place à la tête du gouvernement bourgeois s'aiguise à la perspective des prochaines élections et elle trouve de nombreux échos dans les directions des chaînes TV.

MARDI 19 - TF-1 - 21 h 25
«Ces années-là»

Le journaliste fascisant Michel Droit continue à nous raconter l'histoire. Il s'agit ce soir de l'année 67, année d'une extrême importance sur le plan international.

— L'Etat fasciste d'Israël part à la conquête d'une partie du territoire égyptien (guerre de 6 jours) et donne au monde la preuve qu'il pratique une politique militaire expansionniste, appuyée par les USA.

— En Grèce, les USA organisent un coup d'Etat qui porte au pouvoir les éléments les plus fascistes de l'armée et ouvre une époque sanglante pour le pays.

— En Chine la Révolution culturelle bat son plein. Pour réduire l'écart entre manuels et intellectuels, «l'un des traits les plus écœurants de l'ancienne société», les intellectuels sont envoyés dans les campagnes. Il s'agit de mettre un terme au développement de nouvelles classes privilégiées au sein même du socialisme.

— L'URSS, où le capitalisme est revenu, multiplie les provocations militaires à la frontière chinoise. Elle ne peut supporter la dénonciation vivante du révisionnisme que constitue la Révolution culturelle. En même temps Kossyguine va aux USA faire des courbettes et des avances à l'impérialisme US.

— En Amérique du Sud, E. Che Guevara est tué par les troupes boliviennes au service de l'exploitation et du pillage américains.

Il s'agit donc d'une année cruciale. Les camps se forment de plus en plus nettement. D'un côté l'impérialisme, dominé par les USA et (fait nouveau) par l'URSS. De l'autre, la révolution socialiste et les guerres de libération anti-impérialistes. Nous verrons comment Michel Droit s'en tirera.

MERCREDI 20 - TF-1 - 22 h 15
«L'apprentissage de la vie»

L'émission est consacrée à l'acquisition par le jeune enfant de ses futurs comportements, de l'intelligence et de l'adaptation au monde extérieur. Sur un tel sujet la bourgeoisie a toujours fait des prouesses pour imposer ses conceptions. La plus courante est la «théorie» du génie, selon laquelle certains êtres viennent au monde doués de capacités spéciales. Chose curieuse, ces enfants sont toujours issus des classes dominantes. «L'adaptation» (à condition de limiter cette définition à l'acquisition des fonctions essentielles de relation au monde extérieur et de maîtrise du corps) s'opère selon un certain nombre d'étapes associant le développement physique et intellectuel de l'enfant selon des lois et avec une régularité presque toujours constatées et qui ne relèvent effectivement pas du domaine social. Mais il n'en reste pas moins que «l'adaptation» et «l'intelligence» sont avant tout des acquisitions sociales, nullement déterminées par la première année de la vie du nourrisson et que l'intelligence est avant tout liée à des situations sociales et à la nature de l'expérience accumulée par des individus. Il y a surtout diverses appréciations de l'intelligence.

Couramment opposé à Freud qui place le moteur de l'évolution de l'individu dans la recherche de la jouissance, la sexualité, le psychologue Piaget est l'enfant chéri des révisionnistes car ses théories ont une allure matérialiste tout en défendant des thèses bourgeoises.

Il définit l'intelligence comme l'équilibre acquis à la suite des différentes étapes du développement du nourrisson ainsi que la bonne relation entre l'extérieur et l'organisme, ce qui signifie en clair que :

1) l'intelligence et l'adaptation sont des notions fixes et mesurables, fixées très tôt dans la vie d'un individu ;
2) ce sont des notions de conformité, de normalité.

C'est dire d'avance que les «idiots» et les «inadaptés» sont les enfants des classes défavorisées car les enfants des classes aisées disposent des conditions les plus favorables et de l'environnement le plus riche. C'est sur cette base que la bourgeoisie mesure l'intelligence des enfants (c'est le fameux Q.I. : coefficient intellectuel). Or ces critères ne re-

posent pas sur les conditions sociales d'existence et sur la façon d'y répondre. Les enfants des travailleurs sont donc toujours affectés d'un Q.I. très faible puisqu'ils n'acquièrent pas les connaissances selon les modèles bourgeois (ce sont les fameux «manuels»). Ils vont garnir les rangs des classes-dépotoirs avant de se retrouver, à 14 ou 16 ans, à l'usine avec la bénédiction de la «science psychologique».

MERCREDI 20 - FR3 - Film TV de Lille : Au bout du compte.

Il n'est peut-être pas dommage que peu de monde voie ce film (à cause de la retransmission, à la même heure du match St-Etienne-Eindhoven). L'histoire : un patron d'une usine métallo — qui se conduit comme il se doit : licenciements et repression pour les ouvriers — à la suite d'une fusion avec une multinationale US, se retrouve licencié à son tour. Sur une telle trame, Gérard Chouhan, l'auteur du film, présente les angoisses de ce PDG pour faire croire comme il le dit lui-même qu'ils ne sont rien de plus qu'un ouvrier. C'est une réelle tentative de mystification que de prétendre mettre sur le même pied d'égalité patrons, cadres et ouvriers ! Aors que sur plus d'un million de chômeurs, les cadres n'en comptent que 46 mille ! L'auteur prétend également que face aux multinationales, le petit patronat et les cadres supérieurs sont du même côté que les ouvriers ! Une politique qui sent le Programme commun, non ? Comment peut-on prétendre défendre les intérêts des patrons en même temps que ceux des ouvriers ? Mais voilà, Chouhan estime que la TV, financée par les patrons, «peut être la voix de ceux qui n'en ont pas ou ne savent pas bien exprimer leur souffrance». Voilà pourquoi il veut faire parler les patrons !

JEUDI 21 - TF-1 - 21 h 20
L'événement : L'affaire Entebbe

Une fois de plus, cette semaine, la TV française va apporter son aide, désormais régulière, aux ennemis du peuple palestinien.

A la suite du détournement d'avion opéré en juin 1976 par de prétendus représentants de la Résistance palestinienne, Israël montait une attaque surprise contre l'Ouganda et violait délibérément la souveraineté de ce pays situé à des milliers de kilomètres de ses frontières. Il s'agissait d'un acte caractérisé de piraterie internationale de la part d'Israël : un de plus. Immédiatement toutes les TV impérialistes, y compris française, criaient à l'exploit et approuvaient frénétiquement l'intervention. Sous prétexte de sauver la vie des otages Israël a tué de nombreux soldats ougandais qui s'opposaient à son attaque. Il s'agissait surtout d'imposer et de justifier le principe même des interventions impérialistes n'importe où dans le monde et de soutenir par avance ses futurs actes de barbarie. Décidément notre bourgeoisie et sa TV cachent de moins en moins ses sympathies sionistes et profitent de la situation critique des Palestiniens au Liban.

VENDREDI 22 - A-2 - 22 h 45
Ciné-club : Wild boys of the road
Film américain de W. Wellman

Ce film qui fut tourné en 1933 retrace les événements de la crise mondiale du capitalisme de 1929, aux USA.

Wellman, à travers trois adolescents, montre la panique, le désarroi des capitalistes, la misère du peuple, les conditions des chômeurs qui, dans des trains bondés, parcourent les États pour trouver du travail.

Autant d'images angoissantes et écœurantes où Wellman se refuse d'analyser la situation, de montrer les tenants de la crise. Mais en revanche, vers la fin du film, sort une solution miracle : l'appel du pied à la «nouvelle société», au «New deal» que présidera plus tard Roosevelt.

Wellman ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Quelques années plus tard, il produira un film appelé «Le rideau de fer» qui fut le premier (d'une longue série) de films américains «antirouges».



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

L'Humanité Rouge

L'Albanie, phare du socialisme en Europe (4)

LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ALBANAIS

Dès l'année 1934, le gouvernement de Mussolini agrava les pressions dans le but de transformer l'Albanie en une semi-colonie et pour forcer le roi Zogu à la capitulation.

La soumission de ce dernier au diktat italien devait donner une impulsion nouvelle aux luttes antizogistes.

C'est ainsi par exemple qu'une organisation secrète fut créée en avril 1934 dans le but de renverser la monarchie, d'instaurer un régime républicain et d'éliminer l'ingérence italienne en Albanie. Cette organisation surtout composée d'officiers, d'intellectuels bourgeois se proposait de déclencher une insurrection dans le but de prendre le pouvoir.

Certains éléments fascistes agents de l'Italie pénétrèrent également cette organisation pour tenter de tirer parti de ce mouvement au profit de Mussolini. Les divers groupes de communistes albanais qui existaient alors se proposaient de participer avec force à l'insurrection si elle éclatait, avec leur propre programme. Mais ils restèrent dans l'expectative, ne mobilisant pas pour élargir le mouvement et surtout exercer leur influence sur lui. Le projet d'insurrection éventé par la police de Zogu, les chefs du mouvement la déclenchèrent prématurément le 14 août 1935 à Fier.

Malgré le courage de nombreux insurgés, elle fut rapidement écrasée. Les communistes en tirèrent de nombreux enseignements : une telle insurrection était vouée à l'échec car elle manquait d'une saine direction révolutionnaire, d'une bonne organisation et parce qu'elle était restée coupée des larges masses populaires qui n'étaient pas préparées au soulèvement.

L'opposition bourgeoise au roi Zogu se montrait tout à fait incapable d'organiser et de diriger un mouvement populaire d'envergure. Les enseignements d'une telle lutte, les directives et décisions du 7e Congrès de l'Internationale communiste allaient favoriser l'extension des organisations communistes en Albanie et la recherche de l'unité pour fonder un authentique parti marxiste-léniniste. Les grèves et associations ouvrières dirigées par les communistes se multiplièrent dans une situation de plus en plus difficile pour les masses populaires. Le programme minimum qui fut adopté par les communistes à cette époque fut résumé en deux points :

- 1) la lutte pour la défense des droits nationaux
 - 2) la lutte pour la défense des droits démocratiques
- en prenant pour base les exigences les plus élémentaires des masses populaires.

Le parti commande au fusil

Cette ligne nouvelle allait donner très rapidement aux communistes albanais, quoique peu nombreux, un rôle dirigeant actif dans les nombreuses manifestations pour le pain et contre le fascisme qui allaient se développer. C'est en avril 1939 que les troupes de Mussolini attaquaient l'Albanie dont l'armée fut rapidement mise hors d'état d'agir par les spécialistes militaires italiens et les officiers profascistes en son sein ; alors qu'elle n'opposait aucune résistance, des groupes de patriotes

L'Albanie comme tous les autres pays européens fut plongée au cœur de la Deuxième Guerre mondiale. Elle fut agressée dès les premiers mois de 1939 par les troupes fascistes italiennes après une longue période de pressions, de manœuvres qui visaient à transformer l'Albanie en une semi-colonie italienne. C'est dans cette période, au cœur des luttes du peuple pour le bien-être, la démocratie et l'indépendance que s'est déroulée la bataille décisive pour la création du Parti du travail d'Albanie, état-major révolutionnaire de la classe ouvrière qui devait prendre la direction d'une lutte farouche, riche en héroïsme et en sacrifices pour la libération du territoire et l'instauration d'un régime de démocratie populaire et qui devait créer les conditions indispensables pour la continuation de la révolution et l'édification de l'Albanie socialiste que nous connaissons aujourd'hui.

combattirent l'invasion les armes à la main avec héroïsme, mais sans succès.

Avec l'instauration du sinistre régime d'occupation, le processus de création du Parti communiste d'Albanie fut accéléré et c'est en septembre 1941 à la conférence des groupes communistes pour la fondation du parti que fut élaborée la ligne politique du parti : « combattre pour l'indépendance nationale du peuple albanais et pour un gouvernement populaire démocratique dans une Albanie affranchie du fascisme ».



Le camarade Enver Hoxha parlant au congrès de Permëti où fut créé le gouvernement démocratique populaire.

Établir des liens avec les masses

L'idée d'un Front de Libération nationale fut lancée pour unir : « Tous les nationalistes qui veulent réellement une Albanie libre, tous les honnêtes Albanais qui veulent combattre le fascisme ». Enfin la seule voie juste permettant d'atteindre ces objectifs dans les conditions concrètes de l'Albanie occupée fut tracée : « l'insurrection générale armée, en rassemblant dans la lutte toutes les forces patriotiques et antifascistes ».

La première des tâches du nouveau parti fut de se mettre au travail avec force pour se lier aux masses populaires et les persuader de la justesse de la ligne politique du parti. Sans armes, sans cadres, sans moyens financiers, sans armée, tout cela le jeune parti devait le conquérir en se plongeant sans tarder dans la lutte au cœur des masses, en s'appuyant sur la situation révolutionnaire créée dans le pays et sur la confiance en la victoire des forces antifascistes mondiales, au premier rang desquelles l'URSS de Staline. En

plus de l'agitation propagande intense les communistes multiplièrent leurs actions politiques de combat, manifestations antifascistes, grèves, actes de sabotage, actions armées en tant que principaux moyens de renforcer le parti et de le rattacher aux masses.

Création des guérillas

Dès 1942 la directive de création de guérillas de partisans fut donnée pour être appliquée dès que les bases du mouve-

populaire était en marche. Le développement rapide des succès militaires et politiques obligeait à passer à une autre phase du développement de la guerre révolutionnaire de libération.

La création de l'Armée de Libération nationale albanaise

Le Conseil général de Libération nationale réunit le 4 juillet 1943 décida sur proposition du Comité central du Parti communiste albanais la création de l'État-Major général de l'ALNA dont Enver Hoxha fut élu commissaire politique. Avec cette décision la lutte armée s'engageait dans une nouvelle étape celle d'une organisation plus avancée et d'une impétueuse expansion, l'étape de l'insurrection générale populaire. L'ALNA, armée révolutionnaire avait pour tâche de mener la guerre de partisans contre l'occupant mais aussi, ce que seule une armée régulière peut mener à bien, de libérer le pays tout entier et d'assurer l'instauration du pouvoir populaire et d'en être le soutien armé.

Les cadres de l'armée se forgeaient dans la lutte et l'appui logistique de cette armée c'étaient les masses paysannes ou la population des villes. Dès le début au sein de l'armée, l'organisation de vastes débats et échanges d'idées permit d'en renforcer considérablement la discipline (parce que consciente) et l'efficacité fondée sur la confiance et l'unité entre les cadres et les soldats.

Les masses ont besoin du parti, sans les masses le parti n'est rien

Après le remplacement de l'occupant italien par les Allemands, la période de l'hiver 1943-44 fut très difficile pour tout le peuple albanais. Une répression féroce s'abattit contre toute personne suspecte de sympathie avec la Résistance. Seule la confiance du parti dans les masses et les héroïques sacrifices consentis par le peuple, la direction clairvoyante du Comité central avec Enver Hoxha à sa tête permirent de surmonter cette période et dès le mois de mars 1944 l'ALNA reprend l'initiative des opérations. La victoire proche, de nombreux ennemis intérieurs et extérieurs complotaient pour priver le peuple du pouvoir. Le PCA déjoua alors les complots dans une situation très complexe et le 1er Congrès antifasciste de Libération nationale d'Albanie se tint du 24 au 28 mai 1944 à Permëti (ville libérée) et vota la constitution d'un gouvernement démocratique populaire provisoire (Comité antifasciste de Libération nationale) dont Enver Hoxha fut nommé président, et cela avant même la libération de tout le pays. Cela fut un coup dur pour tous les ennemis du peuple albanais et une source de confiance et de force encore plus grandes pour ce dernier. De grandes offensives victorieuses se déroulèrent en juin et juillet 1944. Fin octobre l'occupant ne tenait plus que quelques villes du Nord. Le 29 novembre 1944 tout le pays était libéré, non sans avoir repoussé une tentative de débarquement britannique (pour instaurer un régime pro-impérialiste anglais) et l'Albanie rompa définitivement avec le régime capitaliste pour s'engager dans la voie de l'édification du socialisme.